

Questions orales

est en contact . . . Nous avons quelqu'un des Affaires extérieures qui vient tout juste d'entrer de Turquie. Nous tentons et nous allons, je pense, réussir à régler la question avec les autorités turques en même temps que nous préparons une révision de la législation sur le statut des réfugiés qui sera présentée bientôt.

Mon collègue comprendra facilement que l'on travaille sur des choses qui sont excessivement délicates et qui demandent énormément d'attention, tenant compte du caractère excessivement ouvert de la loi du Canada sur le statut des réfugiés.

• (1450)

[Traduction]

ON DEMANDE DE PRÉSENTER UNE MESURE MODIFICATIVE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, le ministre a encore une fois évité de répondre à ma question. Le 24 juillet, il a promis d'intervenir contre les avocats et consultants sans scrupules qui organisent cette immigration illégale. C'est déjà décembre et rien ne s'est produit. Il y a déjà aussi plus d'un an que le gouvernement promet de modifier la Loi sur l'immigration pour régler le problème des réfugiés. Tout dernièrement, on nous l'a promis pour l'automne. L'automne est passé et nous sommes en décembre. Quand nous présentera-t-on enfin ces modifications?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, dois-je rappeler à mon collègue que les avocats auxquels il se réfère dans ce cas sont des avocats turcs. Ce ne sont pas des avocats qui font affaires avec les . . . Je m'excuse, si mon honorable collègue veut collaborer avec moi, je vais lui donner les informations nécessaires lui permettant ainsi de poser une question qui contient les bonnes informations.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'ABATTOIRS DE LA CANADA PACKERS À WINNIPEG

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre ou au ministre compétent, celui qui est chargé du MEIR. Elle se rapporte au fait que la ville de Winnipeg, encore sous le choc de l'affaire des CF-18 et de celle des autobus sur rail, etc., a appris ce matin que Canada Packers fermera ses abattoirs de bovins et de porcs, supprimant ainsi 475 emplois. Que compte faire le gouvernement contre cette fermeture? Est-il maintenant prêt à admettre que la politique de développement économique qu'il applique au Manitoba et qui lui a fait consentir une subvention de un million de dollars à Neepawa, a contribué à cette fermeture? Adoptera-t-il une politique sensée de développement économique pour le Manitoba?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je pense que je vais tout simplement replacer les choses dans leur contexte et aussi mentionner à mon collègue que, premièrement, c'est une décision corporative, une décision qui a été prise justement parce qu'on nous a informés que le plan était très vieux et qu'il devenait difficile pour la compagnie de procéder à une modernisation. Nous avons toujours maintenu notre intérêt et nous avons adressé justement une requête au président de la compagnie de façon à le rencontrer pour examiner les possibilités, et si la compagnie est intéressée à procéder à un plan de modernisation, je peux assurer mon collègue que le gouvernement est très sensible au développement régional et que nous continuons à travailler dans ce sens.

[Traduction]

M. Blaikie: Le fait est, monsieur le Président, que la société avait demandé l'aide du gouvernement fédéral pour moderniser ses installations. Le gouvernement a préféré donner de l'argent au nouvel établissement de Neepawa, ce qui a eu le résultat que nous savons.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Je demande encore une fois au ministre et au premier ministre quand un membre du gouvernement dira exactement ce que le gouvernement réserve d'autre à Winnipeg, outre le refus de contrats, les fermetures et les retards d'autres programmes qui seraient déjà en voie de réalisation n'eût été l'élection d'un gouvernement progressiste conservateur?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Je répète encore une fois, monsieur le Président, l'intention et la détermination du gouvernement de toujours travailler dans le sens de l'aide et du développement régional et, encore une fois, notre volonté et notre intérêt de rencontrer les représentants de la compagnie et d'examiner avec eux les solutions de rechange dans le but de préserver les emplois qui sont en cause à Winnipeg.

[Traduction]

LA SUBVENTION ACCORDÉE À L'USINE DE NEEPAWA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. Lorsque le ministère de l'Expansion industrielle régionale a accordé une subvention à l'usine de Neepawa il y a deux ans, les députés conservateurs fédéraux et les ministres du Manitoba ont assuré que cette mesure ne réduirait en rien les effectifs de base de la Canada Packers. Or, nous avons perdu 470 emplois dans cette usine jusqu'ici. Pourquoi a-t-on refusé une subvention à Canada Packers alors qu'on en accordait une à l'usine de Neepawa? Et pourquoi le gouvernement n'a-t-il encore rien fait pour moderniser l'usine de la Canada Packers?